

~~Yves Sintomer~~

1988a

Yves Sintomer

Les mouvements de la jeunesse en Europe du Sud

Il est important de commencer à analyser en profondeur les mouvements de jeunes qui ont émergé sur la scène européenne ces dernières années. Les forces nouvelles qu'ils ont soulevés sont l'objet d'une bataille idéologique dont l'enjeu est considérable: les cadres de référence des débats autour de ce mouvement social. Il faut bien avouer pour notre part que la nouveauté du phénomène nous a laissé quelque peu désarmés conceptuellement. Une nouvelle fois, la réalité a bousculé nos catégories d'analyse. Peut-être serait-ce l'occasion pour les marxistes de passer au crible leurs théories et pour débayer les scories qui ne s'avèrent plus pertinentes.

1. De la crise au droit aux études pour tous

La crise économique a indéniablement pesé d'un poids assez lourd sur la jeunesse d'Europe du Sud. Les statistiques sont sans équivoques: les jeunes sont les principales victimes du chômage (et du chômage de longue durée, surtout en Italie du sud, en Espagne et chez les jeunes immigrés en France), des «petits boulots», du travail au noir (en Italie et en Grèce notamment), des pseudo filières de formation. La «société duale» n'est dans ce cadre pas seulement une menace sur l'avenir, mais un processus déjà en marche. Les «laissés pour compte du progrès» ne sont déjà plus des marges vouées à une résorption rapide, mais des couches importantes et stables, produits d'un système dont la croissance semble devoir générer toujours plus d'exclusions. Si une petite partie des jeunes peut espérer rejoindre le camp des «gagnants», une forte minorité sait déjà qu'elle ne trouvera pas de place dans le système, tandis que la majorité s'aperçoit que son intégration restera fragile, à la merci des reconversions et des mutations.

Cette situation entraîne une modification de «l'être jeune». La jeunesse est une couche sociale qui n'a pas existé dans toutes les sociétés, et dont l'extension actuelle est corrélatrice au régime d'accumulation intensif du capitalisme depuis 45. La jeunesse a été constituée comme une couche de futurs travailleurs en période de formation. Aujourd'hui, la non-insertion ou la marginalité vis-à-vis du procès de production, loin de prendre son sens comme moment préparatoire et transitoire, tend à devenir permanente, structurelle, et l'alliance «naturelle» instaurée entre la jeunesse et les travailleurs s'en trouve relativisée. La relation tra-

vail/non travail s'en trouve modifiée et s'ajoute à la baisse séculaire du temps d'activité professionnelle. Ainsi, le temps libre est perçu non plus comme secondaire mais bien comme un moment essentiel, celui de la culture au sens large du terme (qui occupe désormais une place idéologique centrale), celui où se joue une bonne part de la réalisation humaine.

Avec la crise, les institutions traditionnelles d'encadrement de la jeunesse, assez massivement rejetées et objets privilégiés de la révolte des années post 68, retrouvent à des degrés divers un regain de légitimité auprès des jeunes qui tentent ainsi de combler le «manque de socialisation» induit par la marginalité actuelle ou potentielle qui les menace. Les solidarités familiales, qui jouaient déjà un rôle central en Italie du sud ou en Grèce, voient leur importance s'accroître partout. L'armée est de plus en plus ressentie comme palliatif au chômage et au mal-être, et comme un vecteur positif d'insertion sociale. Le système scolaire est justement perçu comme une protection relative contre les effets de la crise: les statistiques ont largement démontré le lien inversement proportionnel entre acquisition du diplôme et taux de chômage.

Ces institutions ont constitué le second facteur de constitution de la jeunesse comme couche sociale, et ont déterminé son oppression spécifique. Elles ont fait bien plus qu'instituer un lien purement négatif (d'incitation à la révolte) avec les jeunes: acceptées ou rejetées, famille, école et armée ont engendré des «habitus», des champs objectifs dans lesquels sont bien obligées de se situer la culture et l'éventuelle révolte de la jeunesse. La mutation du rapport aux institutions n'a pas entraîné la disparition de la couche sociale ou des mouvements de la jeunesse, mais leur inscription dans une logique de refus de la marginalité, voire d'intégration, au détriment des éléments de critique raciale, «externe», qui prédominaient dans la décennie précédente.

Au même moment, le système scolaire dans son ensemble est entré dans une crise généralisée en Europe du Sud, sans précédent depuis les tensions des années 60. La troisième révolution industrielle en cours détermine une forte augmentation du travail intellectuel dans le procès de production, qui se conjugue avec la demande éducative manifestée par la société. Tout donne à penser

que nous sommes au seuil d'un second boom des effectifs scolarisés. Or, les divers systèmes éducatifs de l'Europe du Sud, déjà mal en point suite aux cures d'austérités imposées par les gouvernements néo-libéraux et déséquilibrés par l'inadéquation entre leurs structures et la diversification sociale et culturelle des élèves, sont totalement incapables d'accueillir convenablement les nouveaux contingents. La dévalorisation des métiers et de l'institution scolaires dans l'opinion publique a aggravé un malaise latent (et complexe, mélange d'aspirations démocratiques et de ferments corporatistes). Il s'en est suivi une explosion de luttes: étudiants et lycéens puis enseignants en Espagne, en France, en Italie et en Grèce. Cela au moment où l'appareil de formation devient un enjeu central du débat politique et culturel, puisque situé à la charnière de la production, de la recherche, de la socialisation et de la production culturelle.

C'est dans ce contexte qu'ont surgi les revendications (liées mais non identiques) du droit aux études pour tous et de l'égalité des chances. Celles-ci ne se bornent pas à reconnaître la nécessité d'une augmentation massive des effectifs scolarisés, elles se dressent contre l'éclatement sélectif et la hiérarchisation a priori du système d'éducation, au nom de la solidarité. La dynamique de ces revendications se heurte de plein fouet au malthusianisme qui imprégnait les vues éducatives du néo-libéralisme, et a donné un premier coup à son hégémonie idéologique. Elle a de plus constitué un stimulant pour d'autres luttes sociales. Elle n'est cependant pas «révolutionnaire» en soi, et le «consensus scolaire» qui s'est aujourd'hui instauré en France démontre que l'intérêt moderniste bien compris des classes dominantes passe par un investissement important dans l'éducation. La question posée aux révolutionnaires est ainsi la suivante: ces revendications sont-elles dotées d'une valeur transitoire dans un contexte de recul et de résistance du mouvement social? Sont-elles les fers de lance d'un renouveau social-démocrate intelligent et moderne? Ou sont-elles une revendication «démocratique» qui peut prendre place dans la perspective de la lutte pour une société autogérée? Répondre à cette question implique préalablement d'analyser le terrain culturel qui a servi de soubassements aux mouvements.

2. La nouvelle culture de la jeunesse

La culture de l'image tend à supplanter l'écrit, au détriment de l'inscription dans la durée. Un enfant s'amuse aujourd'hui sur le jeu électronique du «Kun Fu Master» et non plus avec les soldats de plomb, rêve avec Goldorak et non plus avec les contes de fées. Les valeurs et les habitudes véhiculées par la tradition se brouillent, sous l'effet de l'introduction de nouvelles techniques de communication, d'une urbanisation croissante et en crise, d'une modification de la micro-socialité de base (la famille «classique», celle du couple «à vie» avec enfants, est en passe de devenir minoritaire dans les grands centres urbains). En même temps s'effectue une pénétration toujours plus grande des rap-

ports marchands dans la sphère de la culture. La standardisation à l'échelle mondiale des disques, des feuilletons ou des bandes dessinées n'est pas radicalement nouvelle: la jeunesse des années 60 était symboliquement celle du rock et des westerns. Mais l'échelle du phénomène s'est largement accrue, et les nouveaux comportements se sont installés dans la durée: les loisirs et les stars d'un adolescent sont désormais largement les mêmes, qu'il habite Paris, Rome ou Athènes. Un sourd travail de déconnexion entre la vie concrète et les références symboliques portées par une culture standardiste et mercantile entraîne un effet de déréalisation de la vie de la jeunesse. A la crise de la socialisation liée aux activités de production s'adjoint donc une crise de la socialisation culturelle, provoquant la perte de confiance d'un nombre croissant de jeunes «sans toit ni loi».

La mise en question des «grands discours» historiques vient parachever ce défrichage. Nous vivons la fin de 2000 ans de christianisme, et le mouvement séculaire de «désenchantement du monde» vient mettre à mal bien des mythes téléologiques (provoquant dans ses remous des contre-courants de religiosité privée d'universalité, ce qui explique la prolifération des sectes de tous ordres). Si la vision bourgeoise et apologétique du «progrès» ou des bienfaits de la «société de consommation» capote, le projet socialiste entre lui aussi en crise. Le millénarisme du «romantisme révolutionnaire» de la jeunesse militante des années 68 a éclaté devant l'involution conjointe des expériences de libération nationale, de la gauche occidentale et des pays du «socialisme réellement existant». Le messianisme révolutionnaire a révélé des carences intrinsèques: l'unilatéralité de son discours éthique (incapable de prendre réellement en compte des contradictions aussi fondamentales que les rapports hommes/femmes, ou société/nature) se doublait d'une coupure entre fins et moyens (l'apocalypse violente de l'affrontement révolutionnaire, mené par une armée prolétarienne calquée sur les hiérarchies de l'Etat bourgeois, enfantant dans la douleur l'homme réconcilié avec lui-même dans la transparence des rapports sociaux du communisme), entre les prétentions de scientificité et l'idéologisme proliférant des discours... Indéniablement, les philosophies de la «post-modernité» diagnostiquent un état de fait réel lorsqu'elles relèvent la crise généralisée des référents, même si elles laissent de côté les responsabilités et les éventuels remèdes. La littérature (Beckett, le nouveau roman...) et le cinéma (Antonioni, Godard...) avaient d'ailleurs relevé ces faits bien avant que les sociologues et les politiciens ne les prennent en compte.

La personnalité sociale sort modifiée d'un processus particulièrement fort dans les nouvelles générations. Les jeunes aujourd'hui ressentent peu la société comme une condition de leur accomplissement personnel. Les valeurs universelles se disloquent devant les réalités du monde immédiatement palpable. Pour se protéger contre l'éclatement des solidarités globales, les individus se replient sur leur existence mona-

dique. Une bonne partie du succès que le néo-libéralisme a pu rencontrer chez les jeunes vient de là: en actualisant l'une des tendances de fond du capitalisme (l'abstraction réelle qui isole les producteurs en les socialisant à travers la valeur), les néo-libéraux indiquaient une réalité concrète de ce monde: la dériliction et la concurrence sauvage. La transformer en idéal n'était cependant pas si simple.

Il serait en effet erroné d'interpréter d'une manière unilatéralement négative l'apparition d'un nouveau «je». Elle se couple avec l'émergence d'une micro-socialité dont les effets bénéfiques peuvent être immédiatement sensibles aux intéressés: le foisonnement des groupes, d'associations, de «bandes», construisant des solidarités exprimées symboliquement par l'habit ou le langage, est un phénomène généralisé dans la jeunesse de l'Europe du Sud. Le corps ou la musique deviennent source d'épanouissement: on a parlé de l'existence de plus de 100 000 groupes de rock dans la jeunesse française. Parfois, ces pratiques quotidiennes revendiquent un statut «alternatif» aux normes de la société dominante. Si, dans le court terme, cette nouvelle articulation du «je» et du «nous» peut sembler manquer de perspective, être limitée, son approfondissement pourrait s'avérer fructueux. D'une part, elle remet en valeur le développement des individus comme finalité essentielle du projet de transformation sociale. Trop souvent, les idéologies révolutionnaires ont mis en avant des principes d'égalité négatrice des différences, ont oublié les jugements de Marx sur le communisme comme réalisation des hommes concrets. Par surcroît, les jeunes ont mis en œuvre dans la pratique une nouvelle sociabilité librement créée, consentie et maîtrisée: n'est-ce pas là un axe fondamental de toute perspective autogestionnaire? Entre cette culture des nouvelles générations, les mouvements de la jeunesse de ces dernières années et la perspective d'une société régulée par l'autogestion, il y a peut-être plus d'une solution de continuité.

3. De la nouvelle citoyenneté au socialisme autogestionnaire

La mobilisation de la jeunesse scolarisée s'inscrit dans un cycle de lutte plus vaste, incluant les terrains du pacifisme, de l'écologie, de l'antiracisme, qui trouve d'ailleurs des échos en Europe du Nord et de l'Est (particulièrement en Slovaquie et en Pologne). Cette radicalisation multiforme est assez différente de celle des années 68. On a beaucoup parlé de mouvements «apolitiques», particulièrement en France et en Italie. Bien évidemment, lorsque des millions de jeunes descendent dans la rue, font reculer des gouvernements (en France et en Espagne), entraînent derrière eux d'autres couches sociales (cheminots, enseignants), il n'est pas possible de dire que le mouvement est apolitique. Et pourtant, il faut prendre au sérieux la revendication de l'apolitisme, exprimée surtout par le mouvement français.

Les mouvements de la jeunesse scolarisée — tout comme les mobilisations anti-

racistes, pacifistes ou écologistes — sont venues des profondeurs de la société civile. Ils ont su s'aider des syndicats et partis de gauche, mais en ayant la volonté de préserver leur indépendance. Lorsqu'ils y ont réussi (en France par exemple), cela a constitué un facteur décisif pour préserver l'unité et gagner sur les revendications. Au contraire, la «surpolitisation» du mouvement espagnol est à l'origine des divisions qui ont affaibli la lutte. Cette indépendance a permis que se construise une forte auto-organisation, vectrice de radicalisation. Ce mode de structuration et sa dynamique très subversive ont été repris postérieurement par des fractions du prolétariat. Cela a permis de combler le vide organisationnel qui pèse sur la jeunesse d'Europe du Sud, encadrée seulement marginalement par les organisations syndicales et politiques.

Cette autonomie du mouvement s'explique non seulement par le refus de la «politique spectacle», mais encore par les carences de la gauche. Dans l'ensemble des pays d'Europe du Sud qui ont vu surgir des mouvements, les jeunes ont vécu depuis l'adolescence dans un contexte de recul du mouvement social, avec des gauches détenant le pouvoir ou y participant, et le clivage droite/gauche ne leur apparaît plus aussi pertinent. Il est remarquable que le premier affrontement de la jeunesse avec la gauche officielle a eu lieu en 77 en Italie, lorsque le PCI embourbé dans le compromis historique bouchait toute issue aux luttes sociales. A ces problèmes conjoncturels se sont ajoutés l'affaiblissement de la crédibilité du projet socialiste, la crise structurelle du mouvement ouvrier et la fin de la centralité incontestée de la classe ouvrière dans le mouvement social.

Les mouvements de la jeunesse ont ainsi affirmé de manière relativement homogène par-delà les frontières de l'Europe du Sud un ensemble de valeurs assez fortes, beaucoup plus qu'un programme politique. Ils ont montré qu'ils entendaient prendre leurs affaires en main, être protagonistes de leur propre destin, ne pas laisser le monopole des décisions aux politiciens professionnels. Cela rencontre une contradiction profonde du système qui a aujourd'hui besoin d'une participation plus active des salariés dans le procès de production, et qui doit dépasser les soumissions passives héritées du taylorisme. L'idéologie néo-libérale accompagnait ces exigences d'un discours similaire dans les divers pays: le «rampantismo» en Italie, le «yuppism» aux USA, les «gagnants» en France. Il s'agissait d'être le meilleur, de vaincre dans la jungle, en se battant contre tous, en écrasant les plus faibles. La jeunesse a retourné le discours, assumant l'activité mais en réclamant en même temps la solidarité et l'égalité. En demandant le droit aux études pour tous et l'égalité des chances, le soutien au tiers monde et à la paix, en luttant contre le racisme ou la pollution, les jeunes ont montré que les solidarités qu'ils avaient construites dans la vie quotidienne pouvaient s'étendre beaucoup plus largement, et s'étendre à la société toute entière.

Les jeunes ont également affirmé la valeur de la désobéissance: dans l'objection de

conscience et l'objection civile, dans la grève et la manifestation, tranquillement mais fermement, s'est exprimé le refus d'obéir à des injonctions venant d'en-haut, et allant à l'encontre d'une morale (beaucoup plus que d'une idéologie). Ce refus s'est généralement manifesté dans la non-violence, dimension essentielle de la société future et paramètre (non absolu) pour travailler dans le présent. Les affrontements ont surtout été le fait des forces de l'ordre, et l'effet de délégitimation que les violences policières ont produites dans l'opinion française est significatif de cet état d'esprit. Parallèlement, les jeunes ont fréquemment désiré vivre leur rapport à la politique sur le mode de la fête et du naturel, en refusant la coupure vie publique/vie privée qui se percevait souvent chez les militants des années 70. Par surcroît, les luttes ont été marquées par le sceau du pragmatisme: elles ont débuté sur des besoins ou des valeurs niés et ne sont pas déroulées en fonction d'une stratégie politique pré-établie. Cela n'excluait pas la radicalité, bien au contraire: les étudiants français, espagnols et grecs ont par exemple tenu ferme sur les revendications, et n'ont pas hésité à se heurter à leurs gouvernements respectifs.

Enfin, l'auto-élimination a été une caractéristique assez répandue, particulièrement nette en France durant l'hiver 86/87. En refusant la globalisation de leur lutte, les étudiants et lycéens français empêchaient toute récupération politique, assuraient l'indépendance de leur mouvement social, et réussissaient à enfoncer des coins dans un contexte peu favorable. L'exigence de «voir le bout de ses actes» était l'une des plus claires, et a condamné toutes les tentatives de centralisation et de politisation autres que celles imposées naturellement par la conjoncture. Il est nécessaire d'apprécier positivement cette autolimitation. La question est cependant posée de savoir si les mouvements de la jeunesse sont potentiellement capables d'atteindre le moment politique au sens strict, celui où se pose la nécessité des alliances entre mouvements sociaux, le rapport aux institutions, le problème du changement qualitatif de la société. Non qu'il s'agisse ici d'établir une hiérarchie entre la société civile et le moment «éthico-politique», de poser un quelconque parti politique comme sujet de la conscience globale, ou de valoriser les pseudo-synthèses (notamment ouvriéristes) qui dominaient dans le passé. Mais la menace d'un corporatisme des mouvements ou des couches sociales est réel, et s'est concrètement posé lors des mouvements étudiants. Ceux-ci n'ont pas dans l'ensemble (avec une exception en Euskadie et partiellement à Madrid) pu su tisser des liens réels avec la jeunesse exclue les universités et des lycées, et poser ainsi concrètement la question du droit aux études pour tous. Du coup, le risque n'est pas écarté d'un éclatement entre les révoltes désespérées de la jeunesse marginale, telles qu'elles ont pu se dérouler dans les banlieues déshéritées des métropoles anglaises, et les mouvements trop sages des jeunes plus intégrés. De plus, les mouvements sont largement restés cantonnés aux «non» à des mesures ponctuelles et à l'affirmation de valeurs générales, en ayant du mal à proposer

des réformes d'ensemble de leur situation. Cela a été particulièrement criant pour les mouvements étudiants, incapables d'avancer un projet éducatif consistant et très faibles sur les aspects d'élaboration.

Dans le débat d'orientation qui a parcouru les mouvements, trois positions semblent erronées: l'une qui considérerait que les revendications «démocratiques» avancées par les mouvements de la jeunesse sont suffisantes, susceptibles de s'inscrire telles quelles dans une dynamique transitoire (en réservant implicitement le rôle quasi exclusif de moteur du processus révolutionnaire à une classe messianique et à son parti-guide); l'autre qui jugeait les mouvements actuels à l'aube de 68, et les trouvait moins politiques, moins conscients, voire petits-bourgeois, s'interdisant de comprendre leur impact large dans la société et les luttes de demain de ces futurs adultes; une troisième qui se contentait de mouvements partiels et juxtaposés (en le justifiant soit par l'abandon du terrain politique au sens strict, soit en confiant l'action sur celui-ci à une social-démocratie bienveillante et paternaliste).

Une autre voie semble possible, qui trace un lien entre l'ensemble de valeurs et de pratiques expérimentées par les mouvements de la jeunesse et la reconstruction d'un projet de société, en comprenant que ce lien sera décisif dans la création d'une alternative révolutionnaire dans les sociétés contemporaines. La dernière manifestation étudiante française avait vu refluer le slogan de la révolution de 89: «liberté, égalité, fraternité». Contre la droite et ses extrêmes, contre le néo-libéralisme, cet héritage démocratique peut et doit être revendiqué. Mais il s'agit de le tourner vers un avenir authentique, vers la perspective novatrice du socialisme autogestionnaire. cela semble possible si les thèmes dégagés par les mouvements jeunes s'approfondissent. Par exemple, l'antiracisme a débouché en France sur une réflexion très riche sur la «nouvelle citoyenneté», qui avance la perspective d'une mutation démocratique radicale de l'espace public moderne. L'affirmation conjointe de la personnalité et de la solidarité peut dessiner une dialectique fructueuse entre l'individu et le groupe; le refus de la politique politicienne peut contribuer puissamment à l'édification d'un mouvement politique et social qui rénove la gauche pour transformer la société; les valeurs de la non violence, de respect des différences, de méfiance par rapports aux idéologies, de contrôle des représentants, d'auto-organisation peuvent aider à affirmer un projet de société qui veuille changer la vie en changeant le monde, sans verser dans le totalitarisme... Ces pistes se dirigent vers une société autogérée, non vers la dictature du prolétariat (même dans sa version authentique, non stalinienne). Il s'agit d'écouter ces mouvements qui n'en sont qu'à leur début, de les aider à s'approfondir, à tisser des liens en toute indépendance avec d'autres mouvements politiques et sociaux. Passer à côté des potentialités de la radicalisation actuelle de la jeunesse au nom de la culture passée du mouvement ouvrier serait condamner d'avance la naissance d'un nouveau bloc historique porteur d'un espoir révolutionnaire. **M**